SEPTIÈME ANNÉE. — N° 2. **L'émancipation des travailleurs ne peut qu'être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.** SAMEDI 13 JANVIER 1912.

LA VOIX DU PEUPLE

JOURNAL SYNDICALISTE PARAISSANT LE SAMEDI

ORGANE DE LA FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES DE LA SUISSE ROMANDE

RÉDACTION
Boulevard Carl-Vogt, 55, Genève
Dernier délai pour les manuscrits : le mardi

ADMINISTRATION
Imprimerie des Unions ouvrières
Pully-Lausanne

ABONNEMENTS
Un an, **4** fr. — Six mois, **2** fr. — Etranger, un an. **6** fr.
LE NUMÉRO : 10 CENTIMES

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX N° II. 416
L'argent destiné au journal peut être versé dans tous les bureaux de poste, **sans frais,** en indiquant notre compte de chèques II. 416.

LA SEMAINE

Lisbonne. — *Les travailleurs des docks, des chemins et les charretiers sont en grève. Deux arrestations ont été faites. Au cours d'une violente manifestation les grévistes ont exigé et obtenu la libération des camarades arrêtés.*

New-York. — *Alors que les catins milliardaires organisent des banquets de chiens — à quatre pattes — douze personnes viennent de mourir de froid et de privations.*

Mongolie. — *Profitant de la guerre civile en Chine, la Russie menace de s'établir dans la Mongolie.*

Nankin. — *L'armistice conclu avec les impériaux a prit fin. Les révolutionnaires se préparent à marcher contre Pékin.*

Constantinople. — *L'association révolutionnaire les « Frères rouges » a prévenu le gouvernement de son intention de provoquer un sonlèvement dans les Balkans.*

Tunisie. — *Pour des motifs divers et nombreux une vive effervescence se manifeste parmi les Arabes. Au lieu de diminuer les iniquités. Les autorités préparent fusils et canons.*

Constance. — *Puni pour n'avoir pas assisté à la messe, un soldat s'est tué. Pensant qu'il avait chez lui des notes concernant les mauvais traitements envers les soldats, un capitaine cambriole sa chambre, en ville. Les officiers sont des gens d'honneur.*

Angoulême. — *En coulant* 30,000 *kilos de bronze pour un canon de marine, deux ouvriers sont morts et douze blessés. Quand donc les travailleurs refuseront-ils de fabriquer des canons?*

La Page (Lozère). — *Encouragée par leurs parents calotins, les filles de l'Ecole csmmunale viennent de se mettre en grève.*

Tlemcen. — *Le procureur de la République près le tribunal vient d'être traduit devant la cour de Paris. Il est accusé de tentative de corruption d'un politicien! Il est plus que ceriain que tous deux sont des coquins.*

Allemagne. — *La foire électorale bat son plein. Dans tous les coins du pays les clowns promettent plus de beurre que de pain. Du rouge au noir, tous protestent de leur patriotisme.*

Portugal. — *Le gouvernement vient de prendre des mesures contre quelques évêques. Le pape menace de rompre les relations diplomatiques.*

Les deux systèmes

Un collaborateur de la *Voix* a exposé ici-même, dans un article aussi vigoureux que concis, l'erreur fondamentale et les tares du réformisme.

« Réformes ou Révolution », disait-il: « Centralisme ou Fédéralisme », dironsnous aujourd'hui.

Si l'on a beaucoup écrit sur la façon la plus logique à employer pour que le prolétariat parvienne à s'affranchir de ses maîtres, si l'on a beaucoup bataillé sur la tactique la plus efficace que devrait suivre le peuple pour supprimer toutes les iniquités dont il est toujours la seule et éternelle victime, on a non moins écrit et non moins bataillé sur la forme d'organisation que devrait adopter le syndicalisme. On a même tellement disserté sur ce sujet qu'il peut presque paraître puéril de le traiter encore à l'heure actuelle. Et pourtant la discussion est loin d'être close.

Elle ne le sera pas tant que des haines s'emploieront à vouloir imprimer au mouvement ouvrier un caractère qui ne peut et ne saurait avoir d'autre but que d'en faire une source d'autorité et de revenus pour quelques-uns. Elle ne le sera pas tant que des hommes voudront créer une oligarchie syndicale pire que celle qui nous est appliquée par la bourgeoisie. Et elle ne pourra l'être aussi longtemps que des hommes s'efforceront de mettre le syndicalisme au service de leurs visées personnelles et intéressées.

Ce sera l'honneur de la *Voix du Peuple* d'avoir rajeuni cette question du Centralisme et du Fédéralisme, se sera son honneur d'avoir provoqué dans les milieux ouvriers de longues et éducatives discussions, et ce sera encore son honneur de s'être attiré les anathèmes et les excommunications des *Soleils* centralistes qui entrevoyaient déjà l'heure où les producteurs se débarrasseraient d'eux. On a reproché à la *Voix du Peuple* ses vigoureuses attaques contre les représentants autorisés du centralisme et on l'a accusée de faire œuvre de désorganisation ouvrière. La responsabibité de ces attaques est aisée à prendre parce que celles-ci se sont toujours appuyées sur des faits indignes de personnes clâmant *urbi et orbi* leur attachement désintéressé à la cause syndicale, et si c'est faire œuvre de désorganisation ouvrière que d'inciter les travailleurs à prendre leurs intérêts personnellement en mains en se passant d'intermédiaires toujours coûteux et souvent inutiles, nous acceptons l'accusation d'un cœur léger.

* * *

Il n'y a pas trente-six formes d'organisation syndicale. Celle-ci ne peut être que centraliste ou fédéraliste. Et c'est sur ces deux conceptions d'organisation que bataillent les organes corporatifs et syndicalistes.

Qui dit centralisme, dit autorité. Cette vérité n'est pas de nous. Nous l'empruntons aux journanx des associations centralisées, qui n'ont rien de révolutionnaire comme l'on sait. Lisez ces journaux d'une façon quelque peu suivie, et vous aurez tôt fait de vous rendre compte que leurs rédacteurs entendent que le syndiqué abandonnent complètement la défense de ses droits dans les mains de quelques individuatités dont il doit respecter sans murmurer les ordres et les décisions. Cette manière d'envisager le rôle du syndiqué définit tout le centralisme.

La théorie centraliste se base sur l'argument principal suivant : en face de la concentration capitaliste, il faut dresser la concentration ouvrière. Nous sommes parfaitement d'accord sur ce point, mais où nous ne le sommes plus, c'est sur la façon de comprendre cette concentration. Qu'est-ce que celle-ci pour les artisans de la centralisation? C'est la direction du mouvement syndical reposant sur quelques individus. C'est la disparition absolue de l'autonomie, de la liberté des sections formant une fédération de métier ou d'industrie. Celles-ci ne peuvent agir, ne peuvent engager une action sans l'autorisation préalable du centre, soit le comité central. Il leur est impossible d'entreprendre un mouvement de salaires, de déclarer une grève, si le pivot de l'organisation le lui interdit. Il nous est ainsi donné de constater que des gens demeurant à Berne, Bienne ou Zurich, peuvent se permettre, statuts et règlements à l'appui, de s'opposer à l'éclosion de revendications formulées par des organisés appartenant aux groupements de Genève, Chaux-de-Fonds, Lausanne ou d'ailleurs. On a même pu voir des sections se trouver dans l'obligation de subir des conditions dont elles ne voulaient pas. Avec la centralisation, le syndiqué redevient qu'un vulgaire automate destiné à remplir la caisse et à encaisser les ordres de ceux qui sont censés être ses « serviteurs » mais qui, en réalité, se font ses maîtres.

Centralisation n'est pas seulement synonyme d'autorité, mais signifie également fonctionnarisme. Or le fonctionnarisme est, dans tous les domaines, la plaie de notre temps. Si l'on examine de près les organisations centralisées, on est écœuré en constatant les sommes dépensées en émoluments de fonctionnaires dont on pourrait aisément se passer, en frais d'administration superflus, de délégations inutiles, de rapports fastidieux. C'est un véritable gaspillage de l'argent prélevé sur le minime salaire du syndiqué.

Dites cela aux chefs « scientifiques » du mouvement ouvrier, ils vous cloueront le bec par cette réponse convaincante : plus une organisation a de fonctionnaires, plus elle est vivace, forte et respectée. Les fonctionnaires sont décidément des gens précieux : moyennant un salaire annuel de 3000-4000 francs pour noircir des registres, aligner des chiffres, aller prêcher leur évangile, ou un gain hebdomadaire de 25 francs pour expédier le manuscrit du journal corporatif de Chaux-de-Fonds à Berne, ils se chargent de rendre une organisation vivace, forte et respectée.

Pour avoir énergiquement et résolument combattu ce régime syndical, ayant pour socle l'autorité, les partisans d'un système d'organisation laissant aux sections leur autonomie et n'enlevant pas aux syndiqués leur dignité et leur liberté, se sont vus gratifiés de belle façon par nos doux permanents. Tout leur vocabulaire y a passé : « localistes », « retardataires », « désorganisateurs », etc. C'est que la question est des plus importantes pour eux, et nous comprenons très bien que le fédéralisme ne ferait guère leur affaire. Avec lui, plus d'autorité, plus de fonctionnarisme, plus de chefs, mais des individus égaux, subissant les mêmes conditions économiques, la même atmosphère de travail. Localistes, retardataires, désorganisateurs, tant que l'on voudra, mais nous ne cesserons de dire que la concentration ouvrière basée sur le fédélisme serait autrement efficace et donnerait plus de résultats que celle dont se targue la centralisation.

Tout d'abord, le simple bon sens demande que ceux qui paient restent maîtres en tout lieu et en tout temps de leurs capitaux et puissent s'en servir comme bon leur semble sans attendre l'autorisation ou sans craindre le veto d'un fonctionnaire.

Mais c'est surtout en matière de revendications que le fédéralisme peut jouer un rôle important. Les conditions d'existence, la situation ouvrière et patronale, l'état de l'industrie, varient selon les localités, et alors il est insensé de prétendre imposer à Lausanne ou à Genève ce qui existe à Berne ou à Zurich et employer dans tous les cas la même tactique. Les travailleurs qui sont sur place ne sont-ils pas à même de mieux connaître leur situation, leurs chances de vaincre, qu'un fonctionnaire résidant à cent kilomètres d'eux?

Et quand il s'agit, comme suprême moyen de défendre ses droits, de recourir à la grève, n'est-il pas idiot d'être contraints — d'en obtenir préalablement l'autorisation d'un comité central qui souvent ne connaît rien de vos affaires, ni des conditions dans lesquelles vous vous trouvez? La grève ne peut réussir que si elle est déclarée promptement, sans délai, ce qui ne peut être le cas avec la centralisation. La solidarité, l'union et l'entente régneraient beaucoup mieux dans les organisations fédéralistes, car les sections qui seraient en lutte contre leurs exploiteurs ne recevraient pas moins d'appui de leurs consœurs qu'avec le système centraliste, bien au contraire, et n'en déplaise aux hommes « scientifiques » et « pratiques ».

Et au lieu d'un comité central omnipotent, autoritaire et coûteux, combien un simple comité, simplement chargé de faciliter les rapports entre les sections, de transmettre à celles-ci toutes les propositions, toutes les initiatives, qui pourraient lui parvenir, ferait besogne plus utile qu'un fonctionnaire quelconque?

Alors que la centralisation est un système d'autorité, de contrainte, le fédéralisme, lui, veut la liberté et le développement de l'initiative individuelle. Il veut que chacun défende lui-même son point de vue, ses intérêts, sans en remettre le soin à des mandataires. C'est le seul moyen pour le salarié d'obtenir des résultats tangibles. Et là-dessus, il nous plaît de citer l'opinion non d'un révolutionnaire mais du leader socialiste belge, Vandervelde lui-même, qui a écrit dans le *Peuple* de Bruxelles :

« Pour arracher au capitalisme un os dans lequel il y ait quelque moëlle, point ne suffit que la classe ouvrière donne mandat à ses représentants de lutter en son lieu et place. Nous le lui avons dit maintes fois, et c'est la grande part de vérité qui se trouve dans la théorie de l'action directe, *on n'obtient pas de réformes sérieuses par des personnes interposées.* »

C'est ce que nous n'avons cessé de répéter, et c'est ce qui nous vaut les insultés et les sarcasmes des profiteurs de la centralisation.

Pierre DESROCHES.

AUX CAMARADES

Les camarades n'ayant pas encore payé leur abonnement pour le premier semestre 1912 sont avisés que la poste leur présentera un remboursement le 20 courant. Nous les prions instamment de lui réserver bon accueil. L'ADMINISTRATION.

NOTRE CARNET

Chapardeurs.

Le *Gutenberg* organe des typographes reproduit en respectant scrupuleusement le texte les « Propos du Médecin » que notre camarade Jean Wintsch publie chaque semaine dans notre jonurnal. Nous sommes très heureux que notre propagande porte. Or voici le *Grütli*, organe des socialistes politiciens vaudois qui profite également des articles de notre collaborateur, mais en enlevant sa signature, en changeant le texte et en se gardant bien de dire que les articles sortent de la *Voix du Peuple*. Ce n'est pas l'honnêteté qui étouffe nos bourgeois socialisants. Tant pis pour eux.

Le *Grütli* est d'ailleurs coutumier du fait. Il y a quelques années il reproduisait de longues études puisées dans les *Temps Nouveaux* de Paris en omettant naturellement de dire où il avait pris son bien et en présentant les articles comme venant de ses propres collaborateurs.

Tout de même, la prose des anarchistes chapardée par les politiciens honteux? Il paraît que nous avons quand même quelquefois du bon, messieurs les députés.

Un apôtre.

Les journaux de Lausanne nous ont annoncé que le 28 novembre dernier le nommé H. Viret secrétaire de l'alimentation donnait une conférence sur le travail de nuit dans la boulangerie au *Groupe chrétien social.* A en croire les comptes-rendus de la feuille de choux des militants calotins Maxime Reymond et Amiguet pasteur, c'est-à-dire la *Feuille d'avis de Lausanne*, la conférence Viret a beaucoup plu à ces messieurs chrétiens parmi lesquels on compte avant tout de bons bourgeois invétérés.

Voilà donc où en est le pourfendeur des syndicalistes romands. Payé par les travailleurs groupés dans la Fédération de l'alimentation, il va faire sa propagande non pas parmi les ouvriers que cela pourrait concerner — les mitrons, en l'occurrence — mais au milieu de ceux qui ont pris à tâche de prêcher la résignation au peuple : les chrétiens. C'est évidemment moins pénible, et quand on est permanent c'est à considérer. Viret, dans une pirouette nouvelle, nous dira sans doute qu'il cherche à socialiser l'Eglise, comme Vogelsanger, Walther, Grospierre et Von der Aa ont socialisé la police en en devenant chef, comme Gavillet a socialisé les douanes, comme Naine va socialiser le Conseil national, Triquet la justice, Golay le portemonnaie du millionnaire Suter. On nous permettra de répondre que tout cela est tout ce qu'on voudra, sauf de la propagande socialiste. Et il est nn peu fort qu'on soit encore obligé de le répéter à certains ouvriers en plein vingtième siècle.

Rien de changé.

L'année 1912 ressemblera à celle qui se termine; les déchards, les crève-la-faim, auront 366 jours de mistoufle à avaler, un de plus qu'à l'ordinaire, l'année étant bissextile, et il en sera ainsi tant que le populo ne détruira pas toutes les pieuvres qui l'enserrent de leurs tentacules. La bonne année pour nous sera celle où éclatera le grand bouleversement, quand exploiteurs et gouvernants de tout acabit, policiers, magistrats, enfin tous les souteneurs de l'Ordre disparaîtront.

Un prolifique.

Alphonse XIII, triste exemplaire de l'ultime dégénérescence des Bourbons, faisait annoncer le 12 décembre dernier la naissance d'une nouvelle « princesse » aussitôt baptisée d'un titre ronflant.

Ce souverain ménage assez peu son épouse. Qu'on en juge par cette liste de naissance :

10 mai 1907, prince des Asturies; 23 juin 1908, dom Jaime; 22 juin 1909, infante Béatrice; 21 juin 1910 (la reine Victoria accouche d'un enfant mort-né); 12 décembre 1911...

Il espère peut-être avec tous ses gosses plus ou moins scrofuleux, consolider le trône d'Espagne... Mais, que pense la reine de cette corvée annuelle ?...

Plusd'hun.

Une affiche de propagande

L'action contre la Tribune de Genève *continue. Ces jours derniers a été apposée sur les murs de Genève une affiche due au talent d'un camarade lausannois et sortant des presses de l'Imprimerie des Etrennes, rue de la Taupe. D'un format très commode, elle représente la* Tribune de Genève *sous les traits d'une vieille mendiante tenant une sébile de la main droite et s'appuyant sur une canne de la main gauche. En gros caractères, l'inscription suivante se détache : « Ayez pitié de la* Julie! *Une annonce, s. v. p. » Collée pendant les fêtes de fin d'année, elle a eu un grand succès auprès du public.*

Cette affiche de propagande est à la disposition de tous les camarades qui voudraient la répandre et l'apposer dans leur patelin. S'adresser à la Fédération des Syndicats ouvriers, *Maison du Peuple, rue Dubois-Melly,* Genève.

Ne lisez, n'achetez plus la « Tribune de Genève »;

Ne fréquentez plus les établissements, les magasins, les salons de coiffure où elle est en vente ou en lecture;

Abstenez-vous de tout achat dans les maisons de commerce qui s'en servent pour leur publicité.

RENAISSANCE

Il y a quelque temps, l'Union ouvrière de Lausanne mettait en discussion, dans une conférence, les rôles des syndicats et des organisations révolutionnaires.

Et le camarade qui a traité le sujet a montré que l'organisation révolutionnaire par excellence ne pouvait être que le syndicat. Et c'est vrai.

A l'heure qu'il est le syndicalisme est en effet partout remis en question ; et tous les socialisants bourgeois, tous les dirigeants de la politique de rabaisser le but des organisations ouvrières pour exalter toutes sortes de besognes extra économiques.

La société actuelle est gérée par des non producteurs dans tous les domaines. Or, sans travailleurs, la société ne pourrait pas vivre un instant. Sans maçons, terrassiers, manœuvres, charpentiers, menuisiers, gypsiers, appareilleurs, etc., pas une maison ne pourrait être édifiée. Sans agriculteurs, ouvriers bouchers, boulangers, garçons épiciers, mineurs, bûcherons, comment l'alimentation de la collectivité serait-elle possible ? Et sans cardeurs de laine, tisserands, tailleurs, repasseuses, blanchisseuses, cordonniers, chapeliers, couturières, il n'y aurait pas moyen de faire un pas, tellement le besoin de vêtements est grand pour chacun. Il n'y a pas jusqu'aux objets de luxe, aux moyens de transports qui ne soient œuvrés par des producteurs spéciaux. Que quelques prolétaires obligés par la misère ou la routine soient forcés de faire par ci par là des travaux inutiles ou nuisibles — armements, journaux bourgeois, mauvais aliments, réparation de bicoques — c'est très malheureux, sans doute, mais ils y sont forcés par ceux qui possèdent l'argent ; et cette activité, malgré tout, ne peut rien changer à ce fait général, immense, indéniable, décisif : que la société ne subsiste que par le labeur des producteurs, ouvriers et paysans, et que la vie ne serait pas possible sans eux.

La production, par un non-sens inouï est précisément dirigée, arrangée, organisée, exploitée par ceux qui ne font rien de leurs dix doigts, par les improductifs privilégiés, par les capitalistes.

Le rôle du socialisme a été de faire comprendre aux masses cette injustice en vertu de laquelle, productrices de tout, elles sont à peu près dépouillées de tout. Le socialisme a pour but de redresser les situations et de rendre aux producteurs la gestion de leur production.

C'est la puissance économique de la bourgeoisie qu'il s'agit ainsi d'atteindre, et comme cette puissance tire son origine de la situation de salariés des travailleurs, là où ils passent la majeure partie de leur existence : à l'usine, à l'atelier, au chantier, au champ, c'est là qu'il faut porter la lutte, là qu'il faut faire reculer les maîtres, là qu'il faut établir la liberté.

Ce sera l'émancipation du travail. Et cette émancipation, on l'a compris sans doute, ne peut être entreprise que par ceux qui sont en contact avec les instruments de travail : les travailleurs.

Or, il s'est formé toute une école de socialistes qui, pour libérer le travail et les travailleurs, ont commencé par lâcher l'outil et par aller discuter là où l'on ne produit pas et parmi des improductifs. Pour rénover la vie, ils ont quitté — et engagent les masses à les appuyer — les lieux où la vie est précisément assurée, créée, développée. C'est la politique.

Il paraît fou qu'une telle conception ait pu naître parmi les salariés et qu'elle s'y maintienne, qu'elle y trouve créance et que des gens puissent en vivre.

Alors que toute la société bourgeoise est précisément basée sur ce non-sens, remettant à des improductifs la direction de la production, des soi-disant révolutionnaires prétendent changer la structure de la collectivité en dirigeant également la vie du peuple — sa vie essentiellement productrice — du haut des parlements. Il n'y a rien là de changé. C'est la perpétuation du système bourgeois que le socialisme parlementaire. C'est l'évidence même.

Il n'y aura quelque chose de nouveau dans notre existence que quand la vie productrice — c'est-à-dire toute la vie — sera entre les mains des producteurs, lorsqu'ils seront leurs propres maîtres. C'est la gestion de la production par les producteurs eux-mêmes qui change la structure de la société, qui fait fi des capitalistes et base la civilisation sur les travailleurs : sur le travail.

Les groupements de producteurs se distinguent donc pour les vrais socialistes de tous les autres groupements.

Les syndicats sont des noyaux d'une nouvelle organisation de la vie. S'ils ne rallient que des « ouvriers ouvrants » — et on ne peut les comprendre raisonnablement autrement — ils se dressent par leur composition même en face de toutes les associations formées de bourgeois avérés, comme les trusts, cartels, fédérations patronales ; ils se dressent en face de tous les groupements mixtes où des exploiteurs et des exploités se rencontrent, sociétés de gymnastique, chorales, cercles d'amusement, mutualités ; ils se dressent en face de tous les partis où de nouveau on coudoie, même parmi les socialistes, des commerçants, patrons, bureaucrates, tous gens qui ne sont point producteurs ni salariés.

Les syndicats se distinguent de tout cela. C'est pour cela qu'ils ont une valeur révolutionnaire immense par leurs éléments constituants mêmes. Voilà l'organisme rénovateur. Nous travailleurs, croyons-le, aimons-le, développons-le. Ne le laissons pas envahir par les mœurs bourgeoises de hiérarchie, de fonctionnarisme, de légalisme, de centralisation. Tenons-le pur de toute compromission.

Et nous aurons des organisations révolutionnaires d'une allure grave, redoutable et sublime. La renaissance de la société par le travail sera au bout.

Un syndicaliste.

Un massacre d'innocents

On lit dans le *Freie Arbeiter :*

Dans la capitale d'Allemagne, il y eut, parmi les récentes festivales de la charité chrétienne, un son discordant, qui a réveillé et effrayé même les bourgeois... 70 morts, 70 êtres vivants détruits, assassinés par des vauriens sans conscience.

Car ceci est établi dès aujourd'hui, c'est qu'il est hors de doute que nous n'avons pas à faire ici à un hasard, un de ces événements qui se déroulent en dehors de toute volonté humaine. Ces morts sont dues à une impardonnable façon d'agir.

Jusqu'à cette heure en ne sait pas encore exactement d'où provient le poison qui emporta les hôtes de l'asile de nuit. Dès les premiers jours, on a cherché à découvrir une raison, une explication à ces morts nombreuses, mais surtout une justification. On a cherché à mettre la faute sur des aliments pris au dehors de l'asile. Les faits semblent controuver cette façon de penser, mais elle suffit à la conscience publique. A ce qui n'admettent pas cette hypothèse on répond : prouvez le contraire !

La maladie elle-même, avec ses hauts et ses bas semble écarter toute idée d'un empoisonnement par l'ingestion de poisons gâtés. Ceci étant généralement admis, on découvrit autre chose. On dit que, dans le voisinage de l'asile existe un restaurant où l'on vend de l'alcool de méthyle. Plusieurs hôtes de l'asile y auraient acheté leur schnaps, et l'on en conclut que les malades et les morts étaient des alcooliques, et la catastrophe fut mise sur le compte de l'alcool de méthyle.

Il faut avouer que jusqu'ici, on n'avait jamais entendu parler d'empoisonnements produits par cette boisson. Tout au plus « croit-on » qu'en Russie et en Hongrie, « il y aurait eu des cas semblables ». Ce mal se serait soudainement propagé à Berlin. Mais, assez étrangement, les seul malades sont les hôtes de l'asile, tandis que les autres gens peuvent, semble-t-il, acheter sans danger la quantité d'alcool qui leur convient.

En tous les cas, le fait que l'on peut vendre cet alcool, est la triste caractéristique de notre époque, de notre société pourrie jusqu'à la base. La devise est : gagner de l'argent ! et tant pis si le chemin qui mène à ce but passe par dessus de cadavres.

A notre avis les deux hypothèses ci-dessus, mises en avant pour expliquer cet événement sont aussi inadmissibles l'une que l'autre. A Berlin même, le bruit se répand de plus en plus que les empoisonnements ne doivent être mis que sur le compte de l'asile municipal même. A Berlin, en effet, le plus petit enfant sait ce qui se passe dans l'asile de la rue Frœbel. A plusieurs reprises, des personnes connues, appartenant à la vie publique se sont présentées sous un déguisement pour se convaincre ainsi *de visu* de la façon rude et désagréable dont on accueillait les malheureux. Ce qui a été publié d'après le témoignage de ces personnes jette sur l'administration de cet établissement un jour si défavorable, les faits racontés sont tellement inhumains, qu'on aurait pu douter de leur véracité, s'ils ne reposaient sur d'irréfutables témoignages. Malgré l'indignation soulevée par ces révélations, rien n'a été cependant changé.

Lorsque, six jours après les premiers décès, le premier maire de Berlin, parcourut l'asile, il trouva naturellement tout dans l'ordre le plus parfait. Comment pourrait-il en être autrement ?

Mais il y a les morts... Bah ! quelques victimes de plus du bel ordre social !

La révolution chinoise

La *Voix du Peuple* a déjà plusieurs fois parlé du mouvement révolutionnaire en Chine. Alors que tout le monde, en Europe, croyait le vieil empire endormi encore pour des siècles, des hommes se préparaient à entamer là-bas une lutte terrible contre tout ce qui représente le passé, avec ses crimes et son oppression.

On était si convaincu de n'avoir affaire qu'à des barbares que le début de la révolution a été une surprise et a même rencontré de nombreux incrédules. Trois mois à peine se sont écoulés depuis les premiers combats et déjà la dynastie mandchoue semble irrémédiablement perdue. Les uns après les autres, les princes et les hauts dignitaires filent, laissant la famille impériale se débrouiller. Comme l'empereur n'a que cinq ans, il n'y a pas à craindre qu'il se mette à la tête des troupes ; il est plus probable qu'une nuit, profitant de l'absence de la lune, sa nourrice ne l'emporte vers des cieux moins troublés.

Les républicains ont déjà élu un président et s'apprêtent à prendre définitivement possession du pouvoir.

Il semble bien que les puissances étrangères, qui avaient fait mine d'intervenir y ont renoncé. L'entreprise n'aurait pas été sans danger.

Le triomphe de la république en Chine sera le premier pas vers l'affranchissement de la race jaune qui saura se soustraire à la domination européenne comme à celle de ses empereurs. Ce n'est pas encore l'affranchissement du peuple, mais c'est une étape qu'il était inévitable de franchir.

Tout en nous réservant de revenir sur ce sujet nous donnons un court résumé des tentatives qui ont précédé la révolution et qu'un militant révolutionnaire a publié dans le *Journal de Pékin*, et que nous reprenons dans la *Bataille syndicaliste :*

Les premiers efforts révolutionnaires

« 1. En 1899, c'est l'insurrection tentée par le docteur Sun-Yat-Sen au Koei-Tchéou. Elle échoue et Sun-Yat-Sen se réfugie à Hong-Kong.

« 2. En 1900, Tan-Tsé-Tchang, adepte de Kan-You-Wei essaye de soulever Hankeou ; il échoue ; Sun-Yat-Sen l'imite à Wei-Tho ; ses progrès sont arrêtés par le manque de munitions. A la suite de cet évènement, son partisan Che-Kin-You essaye de faire sauter la maison du vice-roi à l'aide d'une mine. Il est condamné à mort, mais c'est un exemple nouveau de la propagande par le fait. L'esprit révolutionnaire se répand ; les étudiants à l'étranger font paraître des publications. De nombreuses sociétés sont formées, dont Sun-Yat-Sen est l'âme ; parmi leurs membres il faut signaler Hoang-Hsin, le général révolutionnaire.

« 3. En 1902, le procès célèbre du journaliste Sun-Pao a lieu à Shanghaï. A Pekin, c'est le procès et la mort de Shun-Kin et une réaction qui ne fait qu'accroître la surexcitation des esprits.

« 4. En 1904 et 1905, Sun-Yat-Sen fonde à Tokio l'association générale des révolutionnaires. Ten-Yu-Sien et Hoang-Hsin sont les chefs du parti. Alors le mouvement fait beaucoup de progrès dans le monde scolaire, malgré l'opposition du parti réformiste monarchique.

« 5. En 1906, c'est le soulèvement du Hounan, bientôt réprimé et suivi de nombreuses exécutions. Parmi les prisonniers perpétuels il faut signaler Wou-Ying, actuellement chargé des affaires étrangères du gouvernement provisoire.

« 6. En 1907, plusieurs soulèvements échouent à Canton, au Chansi et au Yunnan, mais le mouvement se propage.

« Dans la même année, il y a de nombreux attentats ; à signaler : celui de Wen-Fou-Ha, dirigé contre le gouverneur Ouang à Shangaï ; celui de Wou-Yué, tué lui-même par une bombe destinée à un ministre chargé d'étudier la politique à l'étranger ; celui de Yang-Tche-Lin contre Tuan-Fan à Pékin, qui n'aboutit qu'à l'incarcération de son auteur ; enfin le taotai Sin-Si-Ling tue le gouverneur du Ngan-Hoei. Cette année marque un accroissement progressif de l'esprit révolutionnaire.

« 7. A la fin de 1908, c'est la mort de l'empereur et de l'impératrice mère. Les troupes se révoltent dans le Ngan-Hoei. Le général Shou prend la fuite et se tue.

« 8. En 1909, à Canton, les troupes se révoltent. Des deux généraux l'un est tué, l'autre prend la fuite.

« Au printemps de la même année, moi-même et Hoan-Fou-Hsuin tentons de tuer le régent à l'aide d'une mine qui devait éclater grâce à un contact électrique.

« Les révolutionnaires ont recours à l'armée parce qu'on voit que les tentatives d'insurrection populaire ne donnent pas de résultat.

« 9. Au printemps de cette année, on a préconisé à Canton un soulèvement des forces militaires jointes aux révolutionnaires proprement dits. C'était dévoiler le projet avant la date convenue. Deux cents révolutionnaires persistent à lutter contre le vice-roi. Vingt-sept sont tués. Hoang-Hsin est blessé. Ce massacre a provoqué un retentissement qui dure encore aujourd'hui, mais de ce sang versé est né l'événement de cette année même. »

Travailleur !
Abonne-toi à la

VOIX DU PEUPLE

Organe syndicaliste de grand format paraissant tous les samedis.

Le plus vivant, le plus combatif, le plus intéressant et le meilleur marché de tous les journaux ouvriers

Un an : 4 fr. ★ Six mois : 2 fr.

Chronique antimilitariste

(*L'Armée nouvelle*)

En attendant que la souscription ouverte dans la *Voix* entre quelques camarades pour l'achat du volume de Jaurès l'*Armée nouvelle*, ait donné son complet résultat, nous avons lu dans la *Bataille Syndicaliste*, une série d'articles de Francis Delaisi qui nous éclairent déjà suffisamment pour en parler ici.

Il est bon de dire dès l'abord que nous ne nous sommes jamais fait d'illusion sur les sentiments de M. Jaurès. Le succès de cet universitaire égaré dans le socialisme par amour de la politique s'explique tout naturellement quand on sait que le parti dont il est le leader n'est actionné, mis en mouvement que par d'innombrables fruits secs de la bourgeoisie. Ses racines ne plongent pas dans le peuple et celui-ci n'est admis à faire dépense de vitalité et d'énergie qu'aux abords des urnes, au jour des grandes consultations populaires.

Jaurès est donc un produit éminemment bourgeois. L'affaire Dreyfus lui a amené sinon une place prépondérante dans le monde gouvernemental du pays comme à tant d'autres du moins de très chaudes sympathies des clans bourgeois. Après l'Affaire, Jaurès fut longtemps à la mode dans les milieux dreyfusards ; juifs et protestants l'encensaient de belle façon. Ses grands succès oratoires n'ont pas emballé les classes populaires mais les bourgeois d'éducation et de sens pratique. Son genre d'éloquence, ses redondances cachant souvent le vide de la pensée, son tour d'esprit, où l'esprit fait défaut, ne lui ont pas attiré la sympatie de la grande foule. Il n'a aucune action sur elle. Par contre, tout ce qui est diplômé, breveté, gradé, tout ce qui a l'âme fonctionnaire l'a sacré grand orateur. Au congrès de Toulouse du parti socialiste de France, ayant parlé pendant deux heures alors que le commun des mortels avait droit à 10 minutes de tribune, montre en main, tout le monde fut vaincu, si ce n'est par la justesse de ses aperçus du moins par la lourde fatigue d'une telle prolixité.

Nous avons dit que son influence était nulle dans les milieux ouvriers ; la preuve en est dans l'insuccès total de sa campagne en faveur des retraites ouvrières. Il eut beau s'escrimer dans les colonnes de son journal l'*Humanité* pour faire revenir les ouvriers sur le désaveu de cette œuvre du parlementarisme uni dans un même désir de rouler les travailleurs, il ne réussit qu'à les mieux ancrer dans leur antipathie instinctive, devenue raisonnée ensuite par l'insistance que l'on mettait a lui faire avaler cette couleuvre réchauffée sur le sein du grand homme.

Il ne semble pas que le projet de loi en dix-huit articles que Jaurès a tiré de son volume de 685 pages — le dernier cri de la concentration à rendre jaloux tous les Maggi et les Liebig du monde — puisse avoir un meilleur sort que les fameuses retraites pour les morts.

Dans l'aperçu que nous en donne Francis Delaisi, le premier sentiment qu'on en a c'est que Jaurès n'est pas socialiste pour un sou, que sa faconde oratoire a pu le faire passer pour tel dans un milieu qui ne l'est pas davantage.

En effet, à une époque où l'esprit militaire est en décroissance surtout parce que l'armée a été appelée à faire pression sur les travailleurs aux prises avec le capitalisme, on aurait pu croire que le socialisme quelle que soit sa formule d'exposition, quelle que soit la forme sous laquelle il se présente au public : parti, associations, syndicats, etc., se serait évertué à donner un corps à cette décadence de l'esprit militaire, en la dirigeant vers une action qui eût accentué davantage la désagrégation de la société capitaliste.

Il n'en est rien ; bien au contraire. Nous voyons maintenant que les discours des Ghesquière et des Compère-Morel à la Chambre française ne sont pas un fait isolé, mais une tactique nouvelle qui a pour but de désarmer le monde du travail vis-à-vis du capitalisme, d'un côté en approuvant des lois dirigées contre les syndicats ou pour être plus exact contre l'esprit révolutionnaire de certains d'entre eux, pendant que de l'autre côté on réveillera le sentiment guerrier et le chauvinisme qui lui est inséparable. Désarmement économique d'une part, en facilitant l'exploitation capitaliste du même coup qu'on mettra des entraves à l'entente entre travailleurs, et développement d'autre part des institutions militaires faisant de tout individu un soldat de l'âge de dix ans à sa trente-cinquième année.

Ainsi l'art. 4 de ce mirifique projet dit :

L'éducation de l'armée active comprend trois phases : l'éducation préparatoire des enfants et des adolescents ; l'école des recrues ; les convocations périodiques.

La première période va de l'âge de dix ans à la vingtième année. Cette première phase est contrôlée et dirigée par des officiers et sous-officiers.

La seconde période est de six mois ; la troisième, celle des convocations périodiques, s'étend jusqu'à la trente-cinquième année.

C'est tout le programme de Déroulède et la fameuse Ligue des patriotes n'avait pas trouvé mieux pour faire emboîter le pas aux citoyens de France.

Voici donc un premier aperçu de l'œuvre de rénovation du militarisme entreprise par le bourgeois Jaurès.

Les militants socialistes, appelés souvent à faire la police dans les manifestations pour empêcher tout conflit pouvant nuire électoralement parlant au parti, sont mis en demeure par leur chef de devenir d'enragés militaristes : Ecoutez cet appel que nous reproduisons d'après la *Bataille syndicaliste :*

Que le prolétariat organisé et pensant... ne s'en tienne pas à la formule générale des milices, mais qu'il précise pour le pays le mode d'organisation très forte qu'il entend sous ce mot ; qu'il en démontre l'excellence et l'efficacité, qu'il prouve par la conduite même de ses militants et par leur propagande dans le monde ouvrier, par leur assiduité et leur zèle aux œuvres vivantes d'éducation militaire, aux sociétés de gymnastique et de tir, aux manœuvres de plein air et aux exercices en terrain varié, dont l'efficacité se substituera à la stérile mécanique de l'enseignement de la caserne ; qu'il démontre donc, par son activité allègre, que s'il combat le militarisme et la guerre, ce n'est point par égoïsme peureux, lâcheté servile ou paresse bourgeoise, mais qu'il est aussi résolu et prêt à assurer le plein fonctionnement d'un système d'armée vraiment populaire et défensif qu'à abattre les fauteurs de conflits : alors il pourra défier les calomnies, car il portera en lui, avec la force accumulée de la patrie historique, la force idéale de la patrie nouvelle, l'humanité du travail et du droit.

Ouf ! Nous arrêterons là ce premier contact avec l'œuvre de ce rénovateur du militarisme. Mais dès maintenant nous pouvons nous poser la question que voici : Comment se peut-il que le monde ouvrier puisse être souffleté de la sorte par cet homme. Se fait-il illusion sur l'avachissement populaire ou vraiment en sommes-nous à ce point d'abaissement qu'une pareille proposition puisse trouver un autre écho que celui d'un sonore, vaste et amplifié éclat de rire ! C'est à examiner de près.

Georges SERGY.

Pour paraître dans le prochain numéro :

La Canaille, par A. Spichiger ;
La charité et la religion, par Germinal ;
Renseignements juridiques ;
Les bons moyens, par A. B.

HORDES MODERNES

Suprême inconscience, stupidité, cette annonciation par le gouvernement italien du nombre des morts, des disparus, tant de ses nationaux que des Turcos-Arabes, grâce à cet acte de banditisme accompli par l'Italie royale et chrétienne en Tripolitaine.

Ils meurent les envahis, les Arabes rebelles, — tués par les balles, la faim, le choléra, en défendant le sol sacré de leur patrie, violée par la cupide finance crapuleuse en quête de débouchés pour leurs rapines.

Quelle hypocrisie, quelle morale abjecte que l'idée de patrie dans la cervelle de cette bourgeoisie aux doigts crochus ! Vérité ici, mensonge au-delà. Vertu en Italie, rebellion en Tripolitaine. Quel enseignement pour le peuple !

Prolétaire, réveille-toi ; secoue ta léthargie ! Loin de toi, cet idiotisme que les puissants impriment à ton cerveau. Ne te fais pas complice des infamies des spéculateurs, des gouvernements honteux de notre civilisée Europe, en prêtant tes bras contre tes frères d'usine ou de couleur.

Religion ! Patrie ! Drapeau !... que de crimes contiennent ces mots. Férocité bestiale, pillage, viol, incendie, charnier ; triste bilan de ces mots respectés, adulés par une foule imbécile, que mènent par le nez l'hideuse finance, les grands trusts industriels du monde.

Hardis pillards ! Les routes sont ouvertes ! Congo, Maroc, Tripolitaine, Madagascar, les Indes ; partout vous avez des gens de couleur à civiliser. Implantez le christianisme !... Gorgez d'alcool ces peuplades pour les décimer !... A ceux qui sont réfractaires, aux insoumis, aux rebelles, comme votre morale les appellent ; hardi ! la baïonnette, le canon !... Tuez ! Tuez ! C'est pour Dieu... pour le Fils... pour la Civilisation !

Attila, de sinistre mémoire, l'herbe ne poussait plus sous les pieds de tes hordes féroces ! Ton esprit a-t-il passé vers ces contrées mystérieuses de l'Afrique, là où le blanc civilisateur, égorge, viole, abrutit la race noire ? Regarde, le fléau a passé ; où l'homme à la face de cadavre a mis son dévolu, il ne reste plus rien... qu'une âcre odeur d'incendie et de charnier ; et... dominant le tout, l'ombre du Christ cloué sur la croix, criant ses immortelles paroles : Paix sur la terre... Bonne volonté envers les hommes !

Pierre Fradel.

Faites-nous des abonnés !

Essai sur l'avenir

La Maison du Peuple de Lausanne : Ce qu'elle doit être.

Camarades,

Ce soir, je vous exposerai comment je comprends une Maison du Peuple. Pour bien me faire comprendre, je me servirai d'une fiction, mais d'une fiction plaquée sur des faits dont je suis prêt à défendre la réalité.

Certaine Maison du Peuple, supposée dans une localité que nous nommerons... Bonneville a fait quelque bruit autour d'elle. Sur votre demande, elle vous a envoyé un délégué. Il est venu aujourd'hui vous dire les transformations qu'a subies cette Maison du Peuple depuis l'année 1908. Car nous sommes en 1928 et je commence mon récit au moment où vous en êtes à Lausanne dont la Maison du Peuple ressemble à s'y méprendre à ce qu'était celle de Bonneville il y a 20 ans.

Donc en janvier 1908 un auditoire de Bonneville avait entendu une conférence sur la Maison du Peuple. L'orateur s'était attaché à la critique de l'institution ; critique unilatérale, incomplète, il l'avait avoué, qui lui avait valu d'être traité de calomniateur. Sa thèse principale avait été que le travailleur, le véritable prolétaire étouffait à la Maison du Peuple dans une atmosphère bourgeoise et de remerciements. Des journaux de l'endroit avaient reproduit une partie de son exposé, ajoutant des conclusions qui n'étaient pas les siennes. Sur un point seulement les journalistes avaient touché juste : « *ce n'était pas la reconnaissance qui étouffait le conférencier* ».

Le sentiment général des bourgeois fut que les leurs coopérant à l'œuvre n'avaient pas reçu les *hommages* auxquels ils se seraient attendus. Quelques-uns s'indignèrent qu'on osât relever des faits contre leurs représentants bien intentionnés pour les travailleurs. Il y en eut même, qui profondement froissés, déclarèrent : « *Après ce qui vient d'être dit sur eux, nous ne savons pas ce que viennent faire les bourgeois à la Maison du Peuple.* »

Quelle était, à cette époque, la pensée des travailleurs de Bonneville sur leur Maison du Peuple ? Je vais vous la faire connaître.

Quelque temps après la conférence rappelée il y a un instant, eut lieu une immense assemblée des travailleurs de la ville. Tous avaient été convoqués : syndiqués et non-syndiqués. A l'ordre du jour était inscrite une seule question :

« *Devons-nous de la reconnaissance à la bourgeoisie en général et à quelques bourgeois en particulier pour les capitaux, le savoir, le temps qu'il veulent bien mettre au service du prolétariat. Suivant que sera tranchée la question, comment doivent agir les salariés à la Maison du Peuple.* »

Le président de la réunion introduisit le sujet et avant de terminer au milieu du silence général : « *Faites bien attention, dit-il, que votre décision sur le principe de la reconnaissance comporte des solutions très différentes, suivant qu'elle sera tranchée dans un sens ou dans l'autre.*

« *Ou il faudra maintenir le statu quo à la Maison du Peuple, ou il sera nécessaire de complètement la transformer* ».

La discussion qui suivit fut chaude. C'est là qu'on s'aperçut des ravages causés par la philanthropie bourgeoise dans certains cerveaux ouvriers.

Quelques camarades s'élevèrent avec véhémence contre l'audace d'un pareil sujet discuté aussi publiquement.

« Comment, disaient-ils, osez-vous méconnaître les bienfaits de personnes qui « nous sont dévouées au point de consacrer leur fortune à nous sortir de notre « misère matérielle. Et ces savants qui « consentent à venir nous instruire, vous « prétendez qu'ils ne font que s'acquitter « d'une dette ancienne et ne rien leur devoir. Mais ces bourgeois pourraient « comme tant d'autres se tenir à l'écart. « S'ils s'intéressent aux prolétaires, il « faut donc leur en tenir compte ; on peut « avoir confiance en eux. Qu'avez-vous « donc en place du cœur ? Un morceau de « pierre. N'est-il pas profondément hu- « main d'être reconnaissant pour des « êtres, quels qu'ils soient, qui nous té- « moignent de l'amitié. »

A ces raisons de sentiment d'autres camarades répondirent : « Nous n'avons « jamais mis en doute les bonnes intentions des bourgeois venus à la Maison « du Peuple. Mais il faut apprécier surtout leurs actes. Et ceux-ci ne démontrent-ils pas à l'évidence que nos bienfaiteurs ont su maintenir leur hégémonie « matérielle et intellectuelle sur l'œuvre. « N'ont-ils pas, profitant de cette prépondérance, essayé de canaliser l'effort des « travailleurs vers leur but : la conciliation des classes. Si nous ne croyons pas « possible, en régime capitaliste, de concilier des intérêts aussi opposés que « ceux des ouvriers et des patrons, il y a « dans l'institution philanthropique une « tentative bourgeoise marquée de parer « les coups que nous devons porter à nos « adversaires. En effet notre reconnaissance escomptée envers de bonnes gens, « sans doute, nous empêcherait de prendre « l'allure qui nous conviendrait dans la « lutte. Notre reconnaissance serait un « gage pour le prolongement de notre « servitude économique et politique. »

Dans la réunion se formait un troisième groupe qui essayait de concilier les opinions contraires :

« Puisque nous ne savons pas encore « nous passer des bourgeois, disait-il, « profitons de ce qui nous est offert en « attendant que nous soyons assez forts, « assez instruits pour nous en passer. Il « est donc maladroit de notre part en ce « moment de blesser les bourgeois phi- « lanthropes en discutant la reconnaissance « qu'ils pensent leur être due. »

Au moment où la discussion tournait à l'aigre, car des intéressés jugeaient leur situation compromise, un vieillard se levait de sa place.

C'était un trimardeur venu on ne sait d'où, guidé par on ne sait quel pressentiment. Energique et curieuse figure que celle de ce révolutionnaire, comme il en surgit toujours dans les périodes difficiles que traverse le mouvement ouvrier. D'une voix âpre et mordante, entendue de tous, le vieux prolétaire retraçait rapide le procès du capitalisme, dépeignait l'abime des misères créées par le lucre des possédants, résumait les luttes contemporaines soutenues par le prolétariat. Vraiment le vieux était superbe dans son éloquence farouche. C'était à croire qu'il avait vécu tout ce qu'il disait.

Je cite très imparfaitement la fin de son discours :

« Et vous travailleurs de Bonneville où « en êtes-vous ? Après plus d'un demi- « siècle de propagande socialiste, vous par- « lez encore de reconnaissance pour les phi- « lanthropes, des bourgeois moralistes et « progressistes, de reconnaissance envers « des gens d'une classe qui a tout acca- « paré et prête aux crimes les plus formi- « dables pour maintenir sa domination, de « reconnaissance envers quelques trans- « fuges bourgeois parce qu'ils restituent, « emploient de façon plus honnête les « biens qu'ils ont usurpés, les prélévements « opérés sur les travailleurs. Comment « pouvez-vous encore discuter de recon- « naissance et par conséquent de rappro- « chements avec la classe ennemie, alors « que partout succombent sous le poids « de la répression nos frères exploités. « Quelle trahison préparez-vous donc ici ? « Faut-il que vous ayez peu de confiance « dans la légitimité de votre cause, que « vous ayez l'instinct de votre classe per- « verti. — Mais ils sont donc ensorcelés « ces dons offerts en échange de votre « obéissance aux suggestions conserva- « trices.

« Travailleurs de Bonneville, il faut « vous ressaisir. Vous ne pouvez marcher « à votre émancipation, l'attitude remer- « ciante et admirative, derrière quelques « bourgeois bien intentionnés. Le salut « est dans la mise en œuvre de vos pro- « pres forces. Notre activité seule vous « éduquera — et non celle des autres — « pour devenir les artisans d'une société « meilleure.

« Laissez aux bourgeois sympathiques « à votre cause la possibilité de s'acquitter « de leur dette sociale.

« C'est à eux à s'imprégner des besoins « du prolétariat, mais non pas aux travail- « leurs à s'adapter aux œuvres de resti- « tution bourgeoise. L'impulsion du mou- « vement ouvrier ne doit pas venir du « dehors de notre classe.

« Chassons loin de nous toutes ces « fausses idées de reconnaissance et ne « plaçons plus en tête d'institutions ou- « vrières des bourgeois toujours profon- « dément déterminés par leur condition « sociale.

Camarades,

« La Maison du Peuple, doit être au « vrai Peuple des spoliés. L'émancipation « des travailleurs ne peut être que l'œuvre « des travailleurs eux-mêmes. »

L'assemblée donna raison au vieux trimardeur. L'atmosphère morale de la Maison du Peuple devait être changée, son esprit général renouvelé. Si les prolétaires de Bonneville ne s'étaient approchés qu'avec défiance et sans parvenir à dissiper leurs craintes, c'est que l'institution n'était pas façonnée à leurs mœurs, pour leurs besoins et leurs espoirs. Leur dignité s'était sentie mal à l'aise sous une philanthropie qui s'efforçait cependant d'être bienveillante.

Une commission se constitua avec mission de prendre les mesures pratiques nécessaires pour que la Maison du Peuple soit gérée, administrée par les travailleurs. Son premier acte fut une démarche auprès du philanthrope pivot de l'institution à transformer

(*A suivre.*) Joseph KARLY.

Lettre de France

Les deux ou trois journées de chômage du jour de l'an, m'ayant créé des loisirs, j'en profite pour vous envoyer encore quelques lignes, cela d'autant plus qu'il ne sera point nécessaire de me répéter. Dans notre belle société, en l'espace de huit jours, il se commet suffisamment de saletés, de canailleries et de crimes pour qu'il soit seulement possible de tous les énumérer. Et encore ne sont-ce pas toujours les plus intéressants, car certains faits, pour des raisons diverses, passent inaperçus, cependant que d'autres de moindre importance frappent davantage l'attention.

L'ami intime de Briand, traître et ancien ministre, vient de passer en correctionnelle, coupable d'un trop grand amour pour les petites fillettes. Le verdict concernant son affaire ne sera rendu que dans quelques jours ; il est fort probable que s'il n'est pas acquitté, il s'en tirera cependant à bon compte, car, bien qu'il soit un ignoble cochon, les membres du tribunal ne peuvent oublier qu'il est un bourgeois, et comme tel, a droit à toutes les mansuétudes et à toutes les circonstances atténuantes prévues par le code, ceci simplement pour faire remarquer que lorsqu'il s'agit d'un membre de la classe privilégiée, les crimes ne sont plus des crimes, mais simplement une maladresse, une erreur, un acte de folie, enfin tout ce que le jésuitisme bourgeois est capable d'inventer pour innocenter ceux des privilégiés qui tombent dans les filets policiers. Nous pensons que de tels individus sont des êtres maladifs, victimes du désœuvrement et sont les champignons qui poussent à la surface du fumier bourgeois et capitaliste. D'ailleurs le directeur de la *Lanterne* — nom symbolique — Flachon, n'était pas le seul à avoir des mœurs de satyre, à être amateur de fruits verts. Des ministres, passés, présents ou futurs, des généraux, des diplomates, des sénateurs, des députés, des juges étaient aussi bien que lui les clients des hideuses matrones pourvoyeuses de chair enfantine. Il est à peu près certain que les raisons politiques ne sont pas étrangères à son arrestation. Ce qui permettrait de le croire c'est que ceux dont on chuchottait les noms les premiers jours du scandale n'ont pas été inquiétés. Ils étaient, paraît-il, trop haut placé. Le premier ministre Caillaux, en laissant arrêter Flachon, aurait eu l'intention d'atteindre Briand, qui est un danger permanent pour son portefeuille. On dit aussi que les bourriques des mœurs voulaient se venger des quelques articles qui ont parus contre eux dans la *Lanterne*. Quoiqu'il en soit on peut être certain d'une chose, c'est que ce n'est pas un accès de vertu bourgeoise qui a été la cause des arrestations. Le sauve-qui-peut a été trop prompt pour qu'il soit permis d'avoir des doutes là-dessus et pour que fut prit au sérieux l'indignation des vertuistes officiels et des journalistes. Ces derniers ont d'ailleurs habilement détourné l'attention publique des bourgeois, pour la reporter sur les malheureuses femmes qui livraient leurs fillettes à des riches et vieux sadiques. Ce sont elles qui devenaient les grandes coupables alors qu'elles sont avant tout des victimes de l'atroce société dans laquelle nous vivons. Les mères se prostituent, elles et leurs enfants, pour ne pas crever de faim. Les vrais, les seuls coupables sont tous les grands écumeurs, tous les parasites dorés qui vivent de crimes, d'escroqueries et de rapines légales.

Avez-vous également remarqué que les journalistes n'ont jamais cessé de donner du monsieur à Flachon, tandis que lorsque au cours d'une manifestation une ouvrière ou un ouvrier est arrêté ce n'est plus que la femme une telle ou le nommé un tel. Le savoir-vivre, la politesse des gens bien élevés n'est que de la goujaterie. Laissons la rubrique des cochons bourgeois, qui serait inépuisable et passons à autre chose de moins putréfié, quoiqu'il soit bien difficile, en régime capitaliste, de ne pas frôler la pourriture. Si vous voulez, tenez ! afin que le changement ne soit pas trop brusque en allant immédiatement à l'air pur, quittons le fumier et approchons-nous de la mare vaseuse : le palais Bourbon et le Luxembourg. Dans la mare gît une étrange collection de gorets, de requins qui font montre d'un formidable appétit, de canards qui, tout naturellement « barbottent » au sens propre et figuré. Il y a encore beaucoup d'autres espèces, qui vont du plus beau noir au rouge le plus vif. Dans un grouillement continu, du haut des tribunes, il est impossible de les haper, de reconnaître leur forme et de leur donner un nom. Je crois m'être trompé et avoir pénétré dans le jardin zoologique et je me prépare à me retirer quand un habitué m'assure que ce sont bien là les représentants du peuple, les êtres au savoir universel qui doivent — ils l'ont du moins promis — faire le bonheur du bon peuple de France.

Mon voisin m'apprend que les députés votent le budget et qu'ils sont très pressés de partir en vacance. Le tout est rapidement fait au plus grand avantage des tripoteurs. Les discussions sont escamotées et les questions indiscrètes évitées. Les ministres et les parlementaires qui ont un intérêt, en profitent pour faire voter avec la même précipitation le renouvellement des conventions avec les compagnies maritimes, qui coûteront à l'Etat plusieurs centaines de millions, dont le plus clair mérite sera d'augmenter les dividendes d'actionnaires déjà très riches et dont la rapacité est cependant bien connue. Alors qu'il est impossible de trouver un centime pour soulager les infortunes, des centaines de millions, des milliards s'engouffrent dans les coffres des grands métallurgistes et des fabricants de canons.

En préparant leurs paquets, les honorables — ne pas prendre au vrai sens du mot, c'est simplement une expression parlementaire peu conforme à la réalité — à la demande d'Augagneur, socialiste pratique et ancien vice-roi de Madagascar, ont voté quelques concessions minières demandées par les rois du charbon et de l'acier. C'était un petit présent que les valets faisaient à leurs patrons.

Le ministère, approuvé par la Chambre, a refusé d'intervenir auprès des compagnies pour la réintégration des cheminots.

* * *

La grève des chauffeurs se poursuit toujours grâce aux secours qui parviennent journellement aux grévistes. Sans prétendre que les travailleurs soient sans tare, il est cependant réconfortant de se tourner vers la masse ouvrière et productive qui porte en elle l'humanité de demain. C'est le seul milieu qu'anime encore la solidarité et les sentiments généreux.

Et quand on vient de promener ses regards sur la foule bourgeoise et que les regards se portent vers le peuple ouvrier, il semble que les yeux quittent un lépreux pour admirer un robuste enfant, un peu étourdi et inconstant, bon et naïf, mais qui promet de grandes choses. Les enfants des grévistes ont reçu des jouets pour leurs étrennes. Peut-être, devenus grands, se souviendront-ils des luttes passées, et s'engageront-ils eux-mêmes sur la route tracée par leurs parents.

* * *

De nouvelles manifestations ont eu lieu contre les magasins de l'exploiteur Esders. Les infâmes brutes policières, que certains voudraient nous faire considérer comme des frères, ont cogné dur et ferme, surtout sur les femmes, parce que c'est moins dangereux et qu'ils sont en proie à un certain sadisme.

Espérons que l'admirable résistance des ouvrières finira par triompher de l'insolence de leurs patrons.

* * *

Après six mois de prison préventive, trois camarades de la Fédération du bâtiment, Viau, Dumont, Baritaud, vont prochainemont passer devant le tribunal correctionnel en vertu des lois scélérates de 1893-1894. Pour avoir, au nom de leurs syndicats, envoyé quelques francs accompagnés d'une circulaire aux membres momentanément soldats, circulaire dans laquelle on rappelait aux destinataires qu'ils étaient des membres de la famille ouvrière et qu'en aucun cas ils ne devaient l'oublier, ces camarades sont inculpés de menées occultes contre la société de l'Etat. Des manifestations et des meetings sont organisés en signe de protestation.

* * *

Ces derniers jours, la *Guerre sociale* et d'autres journaux ouvriers, et même des organes bourgeois, ont protesté contre la détention d'Hervé. Nous pensons que cette détention n'est pas seulement une canaillerie, mais également une stupidité. Vraiment, les gouvernants sont de beaux imbéciles, car ils se sont fait à eux-mêmes et à leurs congénères bourgeois un épouvantail d'Hervé, qui est cependant un des bons soutiens de la République. En le libérant, les gouvernants n'agiront pas seulement justement mais aussi habilement. Pourquoi les révolutionnaires, ou ceux qui se disent tels, protestent-ils spécialement contre la détention d'Hervé ?

Nous ne sommes pas partisans de cette façon de procéder. Lorsque l'on veut protester, il ne faut pas opérer de sélection parmi les victimes. Toutes sont également intéressantes. Que l'on agisse pour que les prisons se vident et non pas seulement une seule cellule. S. B.

Les braves philanthropes

On calcule qu'en 1911, les milliardaires américains ont restitué — de la manière la plus inepte, n'en doutez pas — par des dons aux œuvres charitables, la somme de un milliard deux cent vingt-cinq millions ! Carnegie figure pour 200 millions, Samuel Balla pour 50 millions, Rockfeller pour 17 millions et demi, d'autres encore pour quelques jolis petits millions.

Vous pensez si, pour lâcher ces aumônes, les bandits en recueillent, des millions, dans la sueur, le sang et les larmes des travailleurs. Au reste, elles doivent agir sur l'effroyable misère qui sévit aux Etats-Unis comme des cautères — si dorés soient-ils — sur des jambes de bois. Et quant à l'exploitation, non moins effroyable, comme on sait, dans le pays du dollar, elle ne peut être que renforcée par de telles « libéralités » Il faut bien se rattraper !

Wels, le grand romancier. nous en apporte une preuve dans le dernier ouvrage qu'il vient de publier et qui est plein, paraît-il, de choses terrifiantes comme celle-ci :

« A Fall-River, dans le Massachussets, de jeunes garçons à demi-nus travaillent pour M. Borden, le multimillionnaire de New-York, à tremper des étoffes dans les cuviers pleins de bains chimiques qui attaquent leur petit corps et les font ressembler à des lépreux. »

Voilà de quoi sont faites leurs aumônes.

EN ESPAGNE

Nous avons récemment parlé du verdict du conseil de guerre qui condamna à mort six manifestants, arrêtés lors de la grève générale, tandis qu'un certain nombre d'autres étaient condamnés aux travaux forcé. Les victimes ont recouru devant le haut tribunal militaire qui se réunira prochainement. Les meilleurs parmi les avocats républicains doivent présenter leur défense. Il est probable que cela ne servira pas à grand'chose, car il est douteux que les officiers de la nouvelle Cour martiale veuillent renier leurs congénérés qui ont prononcé la première condamnation. On annonce même que le procureur se propose de demander la peine de mort contre sept des accusés au lieu de six actuellement condamnés ; il y a beaucoup de chance que les galonnés entrent dans ses vues, car, les porteurs de sabre, en Espagne comme ailleurs, ont un profond mépris pour les travailleurs et ils font toujours montre d'une haine féroce contre tous les révoltés.

Une campagne de presse se poursuit actuellement et les journaux contiennent de nombreuses lettres demandant la grâce des condamnés à mort. Les victimes des inquisiteurs seront-elles fusillées ? Cela dépend uniquement de l'intérêt que peut avoir le ministère et la monarchie, d'agir dans un sens ou dans l'autre. Il est en tous cas profondément ridicule de faire appel aux sentiments humains des gouvernants espagnols. Les crimes sans nombre qu'ils ont commis pour leur propre compte, ou pour celui de l'Eglise ou du capital, devraient avoir enlevé, même aux plus naïfs, toute illusion à ce sujet. La bête féroce ne s'adoucit pas en viellissant, elle reste sanguinaire.

Comme la conquête du Maroc, interrompue pendant quelques mois, nécessite l'envoi de nouvelles troupes, l'on voudra peut-être faire un exemple afin d'enlever aux populations toute velléité de révolte contre la boucherie marocaine. D'autre part, l'établissement de la république en Portugal n'a pas été sans causer quelque gêne dans le monde gouvernemental en même temps qu'elle a fait naitre de l'espérance chez tous ceux qui, en Espagne, sont las de la monarchie et qui voient en la république la future libératrice. L'envoi de tous les condamnés au poteau d'exécution, pourrait produire un trop mauvais effet, aussi est-il possible que l'on en fasse deux parts, les uns graciés et envoyés au bagne à vie, les autres assassinés.

Il ne semble pas, actuellement du moins, que les travailleurs espagnols soient en état d'arracher de force quelques-uns des leurs aux bourreaux. Malgré de nombreuses et superbes révoltes, il y a encore dans le peuple trop d'indifférents, trop d'inconstants, qui sont parfaitement capables, dans un jour d'emballement ou d'exaspération, de descendre dans la rue, de se rencontrer avec les policiers et les soldats et se battre courageusement, mais n'ont pas la volonté tenace et l'esprit de suite qu'il est indispensable d'avoir pour réaliser notre émancipation.

Très souvent les travailleurs quittent l'atelier et viennent manifester dans la rue — nous ne leur en faisons pas un reproche, loin de là — pour des faits d'une faible importance, alors que la perpétration de crimes monstrueux les laisse immobiles. Par solidarité pour les grévistes de Bilbao, il y a quelques mois, des grèves ont éclaté dans tous les coins de l'Espagne ; pour sauver des camarades menacés d'être fusillés, il n'y a que de simples protestations verbales !

La propagande à accomplir est encore immense. Laissant à d'autres le soin de s'occuper et de réaliser les fameux résultats pratiques, nous devons, avec une vigueur toujours plus forte, semer des idées dans la foule afin de faire germer dans la masse populaire un idéal qui seul enfantera les grands dévouements et les grandes forces. Il faut que dans l'esprit du travailleur, comme le soleil aux jours de mai, brille toujours le but à atteindre, l'œuvre à accomplir, en dehors de laquelle rien ne sera durable : le travail libre et sans entraves.

Quand beaucoup auront compris que dans la société bourgeoise et capitaliste rien de bon ne peut être accompli, que les institutions sont elles-mêmes la source de tous les crimes et de tous les maux, l'on ne verra plus les travailleurs implorer humblement les puissants, mais ils exigeront, ayant la certitude d'une assez grande force pour imposer leurs volontés.

A Barcelone des manifestations ont été organisées pour protester contre l'envoi de nouvelles troupes au Maroc. De violentes bagarres se sont produites entre les manifestants et les policiers.

La répression est loin d'être terminée. A part ceux de Cullera, de nombreux ouvriers sont encore dans les prisons où très certainement il sont victimes des tortionnaires. Les conseils de Yativa et de Caragente viennent de s'ouvrir. Très prochainement ceux d'Alcina, Silla et Bimel, tous dans la province de Valence, en feront autant. L'on frémit à la pensée des innombrables victimes qui vont aller pourrir dans les bagnes, sans qu'il nous soit possible d'entraver les sinistres projets des jupeurs. La rage est d'autant plus grande que cette impossibilité vient de nous-mêmes, qu'il ne dépendrait que de

Acheter la Tribune de Genève, c'est trahir la classe ouvrière

nous que les assassins légaux et décorés soient réduits à l'impuissance et exterminés.

A Eitor, un camarade vient d'être condamné à trois ans, six mois et vingt et un jours d'exil ainsi qu'à une amende de 1250 francs, cela pour avoir reproduit dans un journal quelques vers anticléricaux de Victor Hugo.

Combien de temps encore, impuissants, nous lamenterons devant les souffrances et devant les cadavres des nôtres et quand nos pioches abattront-elles tous les monuments d'iniquités, toutes les chaînes qui rivent l'humanité au passé barbare, comme le prisonnier à son cachot? D. T.

CHOSES D'ITALIE

Ça commence à mal tourner. Voilà-t-il pas qu'après l'emballement des premiers jours on commence à grogner contre l'expédition tripolitaine, vrai gouffre de vies humaines ainsi que de millions.

Un peu partout, dans la classe ouvrière et chez les partis démocratiques, un fort courant d'opposition va se créant et grossissant chaque jour, menaçant de submerger les assassins et les affameurs du peuple.

C'est qu'il n'y a pas seulement à protester contre les atrocités de l'ivresse militariste; il y a bien autre chose. Depuis la déclaration de guerre avec la Turquie le gouvernement s'est ingénié à la pratiquer aussi contre tous les apôtres de la pensée libre et révolutionnaire. C'est ainsi que toutes les garanties constitutionnelles sont foulées aux pieds par la police et les tribunaux qui ont carte blanche pour poursuivre, arrêter et emprisonner tous les gênants. Mais en Italie la conquête des libertés les plus élémentaires a bien coûté trop cher pour qu'on les laisse facilement anéantir maintenant. Sans se confondre, républicains, socialistes et anarchistes, se verront forcés de combattre en commun la folie réactionnaire qui sévit dans le pays. Dans tous les journaux avancés, y compris la *Ragione* et l'*Aventi*, on étudie sérieusement cette entente. Des réunions, des conférences, des congrès sont du reste organisés un peu partout.

Souhaitons leur bonne réussite, en ce sens qu'ils ne se prennent pas pour satisfaits d'une simple reculade du gouvernement, mais qu'ils arrivent à renverser la monarchie et à donner le branle-bas de la révolution sociale. L'Europe prolétaire a besoin d'un grand exemple et incontestablement cela nous peut venir d'Italie.

* * *

Siena. — Dans ce coin de Toscane, la foule avait démontré d'une façon simple son dégoût de la guerre, en se couchant sur les rails et en empêchant ainsi les trains de soldats de partir. C'est pour cela que 19 personnes, parmi lesquelles six jeunes filles, ont comparu devant le tribunal pour répondre d'instigation à la désobéissance et d'outrage à la gendarmerie.

Prochainement comparaîtront aussi 39 autres personnes de Poggibonsi sous les mêmes accusations.

Piombino. — Dans ce centre métallurgique, où le patronat et la police avaient cru détruire toute trace de syndicalisme révolutionnaire, le mouvement, au contraire, renaît gaillardement. Les travailleurs de Piombino ne se sont pas laissé démoraliser par le résultat malheureux de leur grève et démontrent hautement ce que vaut la foi révolutionnaire.

Les uns après les autres les syndicats se reconstituent, les assemblées succèdent aux assemblées. En somme, il y a de la vie, quoi!

Le secrétaire de la Chambre du travail, camarade Baldini, a fait le tour de l'île d'Elbe. Il a aussi rendu visite aux nouvelles organisations des mineurs et a pu se convaincre d'une prochaine résurrection du syndicalisme.

Parma. — L'*Internazionale* publie les souscriptions organisées en faveur des exilés et des déserteurs. Près de 1000 fr. ont déjà été récoltés et, de cette somme, une bonne partie vient des groupements italiens et des syndicats autonomes des maçons établis dans différentes villes de la Suisse. Cela nous fait plaisir. L'argent qui auparavant était gaspillée pour entretenir des secrétaires permanents endormeurs, est maintenant utilisé pour venir en aide aux victimes innombrables du militarisme et de la police. Voilà ce qui s'appelle de l'argent bien placé.

Mouvement ouvrier international

BELGIQUE

Un nouveau journal révolutionnaire

Après l'*Exploité*, voici qu'un nouvel organe est mis à la disposition des révolutionnaires belges : la *Réforme sociale*, journal bi-mensuel fondé par un groupe de syndicalistes révolutionnaires. Son but est de propager les théories d'action directe. Le but poursuivi est trop semblable au nôtre pour que nous ne soyons pas de tout cœur avec nos camarades. Aussi leur souhaitons-nous bonne chance et bon courage, car la besogne ne leur manquera pas. Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à la *Réforme sociale*, 55, rue des Comédiens, à Bruxelles.

ARGENTINE

Le syndicalisme révolutionnaire en Argentine

Le numéro du 5 décembre de la *Vie ouvrière* contient une correspondance des plus intéressantes sur le mouvement syndicaliste en Argentine, écrite par la vaillante rédaction du journal *La Accion Obrera* de Buenos-Aires. En voici les parties essentielles :

« Il y a deux ans, en octobre 1909, la *Union General de Trabajadores* qui fut, il y a déjà nombre d'années, subordonnée à l'action du parti socialiste, mais qui avait déjà été complètement conquise par la ténacité des syndicalistes révolutionnaires, convoqua un congrès d'unification, auquel elle invita les syndicats faisant partie de la *Federacion Obrera Regional Argentina*, dirigée par des camarades anarchistes, influencés par *La Protesta*; elle invita aussi les syndicats autonomes, c'est-à-dire ceux qui n'étaient affiliés ni à l'*Union General*, ni à la *Federacion*.

C'était le second Congrès d'unification (le premier, trois ans avant, avait échoué piteusement par le sectarisme des camarades anarchistes).

On tint le second Congrès en octobre 1909; quelques délégations de syndicats de la *Federacion* y furent présentes; on croyait les obstacles surmontés. De là sortit l'actuelle *Confederacion Obrera Regional Argentina*, dont l'action a été toujours nettement révolutionnaire, malgré les perfidies des politiciens socialistes et de leur organe *La Vangarardia*, et malgré que les éléments anarchistes, sans aucun motif sérieux, se soient retirés et aient toujours fait semblant d'ignorer l'existence de la *Confederacion*.

Cette dernière, on peut le dire, est aujourd'hui la seule institution qui tienne debout et continue la tâche d'organisation. C'est avec l'argent recueilli par elle que purent être ramenés de nouveau à Buenos-Aires, l'année dernière, les 21 camarades qui avaient été déportés à la Terre de Feu et abandonnés là après leur libération. C'est la *Confederacion* qui poursuit sans défaillance la propagande et la lutte.

DANS LES ORGANISATIONS

GENÈVE

Samedi 13 janvier à 8 h. et demie du soir le syndicat des manœuvres et maçons, a une réunion générale, dans la grande salle de la Maison du Peuple.

* * *

Le mardi 16 le même syndicat, organise une conférence par l'ancien secrétaire de la Chambre du travail de Piombino qui fera l'historique de la grève de l'île d'Elba.

La conférence a également lieu à la Maison du Peuple.

* * *

Fédération des Syndicats. — Vendredi 19 janvier a lieu à 8 h. et demie, à la Maison du Peuple, l'assemblée mensuelle des délégués.

Depuis quelques mois, il y a dans les organisations — cela un peu partout — un relâchement dans la progagande. Une trop grande indifférence se manifeste chez beaucoup de travailleurs qui ne viennent plus, ou rarement, dans les réunions corporatives ou aux conférences organisées à leur intention. Seuls quelques syndicats manifestent une certaine activité.

La lassitude que nous constatons parmi les ouvriers provient, pour une bonne part, de ce qu'au début du syndicalisme, on a trop laissé croire aux ouvriers que par le seul fait d'être inscrit au syndicat et payer régulièrement leurs cotisations, ils retireraient un grand avantage matériel.

On a volontairement négligé de semer des idées afin d'obtenir des résultats pratiques. Pendant une période d'activité industrielle, le syndicalisme a semblé prospérer, mais dès que vint un ralentissement dans la production, les fameux résultats pratiques ne résistèrent pas au choc. Beaucoup d'ouvriers se découragèrent et abandonnèrent les syndicats. D'autre part, certains ouvriers viendront dans les organisations au moment d'un conflit et dès qu'une légère revendication a triomphé, cessent de paraître. Certains autres ont été éloignés des groupements ouvriers par le spectacle donné par quelques individus qui ne voient dans l'organisation ouvrière qu'un moyen de parvenir et de cesser d'être producteurs. Il est indispensable que nous réagissions, coûte que coûte, contre l'indifférence ouvrière, quelle qu'en soit la cause. Le but du syndicalisme doit surtout être d'éduquer les travailleurs, de les rendre propres à reprendre à la bourgeoisie la gestion de la production sans rejeter les avantages éphémères et très aléatoires que la lutte de chaque jour pourra nous donner, il ne faut jamais oublier que rien de durable ne sera fait tant que durera l'organisation capitaliste. Cette organisation ne peut disparaître que par la force du prolétariat groupé sur le terrain de la lutte de classe. Les organisations ouvrières ne seront réellement fortes et ne subiront aucun affaiblissement en cas de crise économique, seulement si tous les adhérents ont conscience de leur rôle et veulent travailler eux-mêmes à leur émancipation, au lieu d'en laisser le soin à des camarades ou à des fonctionnaires.

Il faut que tous les camarades s'intéressent d'une façon active et soutenue à la marche de la Fédération. Les réunions n'ayant lieu qu'une fois par mois, il faut que les délégués prennent leurs mesures pour ne pas être empêchés. Que tous fassent leur possible pour présenter un rapport sur la marche de leur syndicat.

Les sociétés religieuses et patriotiques ont constamment des réunions, donnent des conférences, distribuent à profusion leurs brochures ou journaux; il faut que nous prenions exemple sur eux et, sans nous arrêter à d'inévitables obstacles, que nous menions sans cesse la lutte pour notre affranchissement. Les exploiteurs ne proclament jamais d'armistices, nous n'avons donc aucune raison de nous reposer.

Les camarades délégués sont priés de faire leur possible pour venir à l'heure.

BIENNE

L'âge d'or de l'art

A défaut de mouvement ouvrier qui ne se manifeste guère que dans les caisses syndicales, nous pouvons nous intéresser des goûts artistiques du prolétariat de notre ville. Pour la foule, il faut de l'agrément; plus on travaille plus on sent le besoin de se divertir. Personne n'en doute. Pas même les imprésarios de cinématographes.

Il y a à Bienne une population d'environ 30,000 âmes et pas du tout bourgeoise. L'élément ouvrier domine. Un tiers de langue française, deux tiers de langue allemande. On croirait difficilement que le tout petit théâtre allemand existant est en général sans spectateurs et que les Français en sont totalement privés. Il y a par contre des cinémas; quatre, cinq ou même six, je crois. Boîtes où la représentation dure une heure, et dont le plus bas prix d'entrée est de dix sous; juste ce qu'il faut pour entendre l'Harmonie nautique au Victoria-Hall de Genève toute une matinée. Et devant ces cinémas on fait queue sans cesse. Qu'est-ce qu'on y montre? A part quelques rares exceptions, ce sont des films représentant la plus fade des intrigues, la plus bête des histoires, l'exaltation du policier, les Sherlock Holmes non plus en livraisons mais en images vivantes et, naturellement, de la pornographie. On affiche cette dernière même lorsqu'elle n'est pas là. Le pourquoi est bien simple. Si un établissement expose un écriteau disant que les enfants ne sont pas admis... tout le monde veut y aller, car ça doit être raide!!!

Oui, voilà le mouvement, non pas ouvrier, mais artistique de la ville de l'Avenir. Les spéculateurs, tous ceux que le travaille épouvante, trouvent dans nos foules industrielles des films inépuisables à exploiter.

Le mauvais goût, les bas instincts, le préjugé, l'ignorance, provenant d'une éducation sabotée, tout cela est mis à profit pour faire de l'argent, de l'argent. Qu'ils en profitent aussi longtemps que cela leur est possible. M. A.

Demandez la cigarette LA SYNDICALE

PETITE POSTE

E. R., Genève. — Tu ne devais que 1912.

SOUSCRIPTION

en faveur de la **VOIX DU PEUPLE**

Total au 3 janvier	Fr. 440,20
G., Yverdon	0,50
J. G., Genève	1,—
Total au 10 janvier	Fr. 441,70

COMPTES DU JOURNAL

Recettes.

Abonnements : Pully, 4,20; le Carroz, 0,80; Lausanne, 27,10; Genève, 25,—; Yverdon, 4,—; Fontaines, 2,—; Serrières, 1,97; Neuchâtel, 11,74; Bâle, 8,—; Monthey, 6	90,81
Vente au numéro : Lausanne, 0,10; Monthey, 4,50; Genève, 1,50; vente de maculature, Genève, 1,—	7,10
Souscriptions	1,50
Total des recettes	Fr. 99,41

Dépenses.

Comp. et tirage du N° 1 (1670 ex.)	93,—
Expédition du N° 1	15,30
Total des dépenses	Fr. 108,30
Déficit au 3 janvier 1912	250,55
» au 10 »	259,44

Pully-Lausanne. — Imp. des Unions ouvrières à base communiste (journée de huit heures).

A. AMIGUET, éditeur responsable.

Travailleurs, servez-vous aux salons de coiffure communistes :

Rue Vallin, 7, GENEVE — Rue des Deux-Marchés, 24, LAUSANNE

VIENT DE PARAITRE

L'Almanach du Travailleur

pour 1912

80 pages in-8 — Nombreuses illustrations.

PRIX : 30 CENTIMES

Les camarades qui peuvent se charger d'en placer dans leur région sont priés d'adresser les commandes à l'Imprimerie des Unions ouvrières, Pully-Lausanne.